

G.E.A.D.

Groupe d'Etudes et d'Actions pour un Développement bien défini

(A. S. B. L.)

N/Ref GEAD/004/BG-SG/132/93

GOMA, le 17 avril 1993

Chers amis,

C'est depuis plus de trois semaines que nous avons commencé à recevoir des nouvelles sur la violence perpétrée dans les zones de Masisi et Walikale et qui se sont confirmées de plus en plus :

Un de nos collègues, son village a été incendié ; un de nos animateurs de retour du terrain a eu du mal à traverser la zone des troubles, on lui a refusé le passage ; d'autres témoignages confirment encore la même situation qui prévaut dans le milieu.

En attendant d'autres informations, nous vous transmettons une brève présentation de la situation telle que nous la connaissons aujourd'hui.

Les ONG « GRACE », médecins sans frontières Hollande, « GTER », le diocèse de GOMA, ACODRI, GEAD, et le conseil régional des ONG du NORD-KIVU (CRONGD) se mobilisent déjà sur la question soit ensemble soit séparément.

Recevez, Chers amis, nos salutations distinguées.

BATABIHA BUSHOKI

SECRETAIRE GENERAL

En Mai 1992, lors de l'Assemblée Générale de la P.A.C., le délégué du G.E.A.D. disait que le Nord-Kivu était un volcan prêt à exploser n'importe quand.

Les derniers événements de la localité NTOTO en Zone de WALIKALE ont confirmé malheureusement cette crainte.

Rapidement le mouvement a gagné la zone de MASISI plus vulnérable aux rivalités ethniques. Même GOMA n'est pas à l'abri de l'insécurité ainsi créée.

Ci-dessous, notre analyse de la situation. Elle se veut aussi objective que possible. Ce qui constitue un choix périlleux quand on sait que la désinformation, l'intoxication et la falsification de l'histoire sont une pratique courante dans cette région des Grands Lacs.

Une documentation abondante existe sur ce sujet et les discours sont très souvent contradictoires. Notre analyse partira de points de rencontre entre ces deux tendances.

1. LA QUESTION FONCIERE

Pression démographique au Nord-Kivu.

Le Zaïre est sous-peuplé, mais la partie Est (du Shaba à l'Ituri dans le Haut-Zaïre), est fortement peuplée. En l'an 2010, la population du Nord-Kivu sera multipliée par 2.

Il existe des paysans sans terres à Masisi, à Rutshuru et à Lubero.

Concurrence élevage-agriculture.

Plus qu'une simple affaire de production économique, c'est la confrontation entre deux civilisations : éleveurs-agriculteurs/chasseurs, deux philosophies de vie, deux cultures diamétralement opposées en termes de rationalité économique.

Potentialités agricoles et pastorales inouïes.

Sol volcanique extrêmement fertile, pluviosité régulière, voilà les conditions qui attirent étrangers et Zaïrois des autres régions. Les ranches de Masisi réunissent toutes les conditions idéales de production.

2. LES RETOMBEES DE LA GUERRE RWANDAISE

Le 1er octobre 1990

Les premiers signes de la présence des complicités dans les milieux Tutsi du Zaïre étaient déjà signalés. GEAD en avait fait écho dès octobre 1990 sans qu'il soit pris au sérieux. Aujourd'hui, tout le monde le sait, le FPR a des recruteurs à Goma, à Masisi,... Une quarantaine de jeunes gens ont été interpellés de retour du front à la frontière Ugandaise.

Climat d'insécurité à Goma

Des militaires rentrés du Rwanda en 1990/1991 ont exercé toute sorte de violences sur la paisible population avant d'être ramenés dans leurs casernes à Kinshasa, Kamina,...L'implication des Banyarwanda du Zaïre dans cette guerre, des deux côtés, a remis en cause l'intégration administrative des immigrants rwandais du Zaïre. Il devient difficile de soutenir leur appartenance au Zaïre. De quel droit usent-ils en s'impliquant ainsi ?

3. LA PROBLÉMATIQUE DES MIGRATIONS POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

Une question qui a suscité beaucoup de passions, qui a fait couler de la salive, de l'encre et du sang. Le MPR, malgré sa dictature, n'avait pas réussi à trancher définitivement sur cette délicate affaire internationale.

Le chaos administratif du Zaïre de Mobutu, le désordre économique, la corruption institutionnalisée, le trafic d'influence, le clientélisme, la recherche effrénée de sécurité des dictateurs africains (le fameux bon voisinage), ont favorisé 30 ans de confusion sur la question de nationalité.

Depuis une année, le pouvoir a tenté de clarifier la situation en identifiant le Zaïrois au Nord-Kivu, au Sud-Kivu et une partie du Shaba. Conséquence : la tricherie est toujours au rendez-vous et la cohabitation au niveau des paysans a été rompue. Les résultats de cette identification n'ont jamais été publiés.

Normalement on distingue 4 catégories d'immigrés Rwandais au Zaïre :

- Les Rwandais qui étaient au Congo avant la colonisation,
- les transplantés venus entre 1936 et 1954,
- les réfugiés politiques à partir de 1959, et
- les infiltrés « clandestins » ou réfugiés économiques.

4. LES RISQUES SOCIAUX DE LA DÉMOCRATIE

Trente et un ans d'obscurantisme, d'analphabétisme politique et d'inculture, et surtout de pauvreté économique, ont vidé toute capacité d'analyse des « intellectuels » Zaïrois. Il n'y a que les paysans qui gardent la tête froide. Dire que le Zaïre est une nation relève de l'hypocrisie politique héritée de la colonisation.

Les partis politiques portent très souvent une couleur tribale. Le pouvoir a utilisé, depuis une année, une carte tribale pour diviser les forces acquises au changement. Le fameux critère de géopolitique (intérieure) n'est que la confirmation de cette situation. Les échéances électorales sont ainsi de durs moments pour la cohésion sociale entre les communautés rivales du Nord-Kivu

Les ethnies du Nord-Kivu sont organisées en associations politico-culturelles appelées « mutualités », stratifiées selon les spécificités ethniques (de sous-groupes ethniques au grand regroupement de mêmes sensibilités) qui fonctionnent comme de véritables partis politiques.

5. LES DROITS ECONOMIQUES

A Masisi, la viande est rare et coûte plus cher qu'à Goma. Le régime foncier est tel que les riches éleveurs en quête de nouvelles terres peuvent déloger tout paisible mais pauvre petit paysan sur la terre de ses ancêtres, pourvu qu'ils présentent un titre de propriété signé à Goma ou à Kinshasa. Les tribunaux de Goma sont réputés parmi les plus corrompus du Zaïre. Mais il faut remarquer que bon nombre de procès opposent les Banyarwanda du Zaïre entre eux.

La guerre du haricot entre les villes frontalières de Goma et de Gisenyi (Rwanda) est une autre illustration des frustrations à caractère économique dans la région. Ici, il s'agit une fois de plus du constat (vrai ou faux) selon lequel le Rwanda tire profit du chaos Zaïrois pour se sucrer. Des vendeurs de haricot zaïrois ont tenté de réclamer des transactions en monnaie plus forte (Frw). Ayant remarqué que le marché du haricot influence le cours du Zaïre par rapport au Franc Rwandais, ils ont essayé d'organiser un embargo de haricot vers le Rwanda. L'intervention de l'autorité politique et militaire a été nécessaire pour trancher.

6. LE CAS DE MASISI

« Masisi », en langue Hunde, signifie hostilités.

En 1991, des affrontements sanglants ont opposé les communautés rivales Hunde et immigrés Banyarwanda de Masisi, en collectivité Katoyi surtout.

Cause : retombées de la guerre au Rwanda et du flottement dû aux tentatives du pouvoir au Zaïre de clarifier la question de nationalité.

Plusieurs familles Hunde ont été déplacées, il y a eu mort d'homme et des maisons incendiées. Une main invisible semble avoir joué un rôle prédominant dans ces troubles.

En 1992 en collectivité Bahunde, après que la population ait demandé, sans résultat, l'intervention du pouvoir pour lutter contre le banditisme, elle s'est organisée pour combattre la bande de voleurs à mains armées approvisionnée par des militaires de Goma. Elle s'est rendue justice elle-même.

Juillet 1992, en collectivité de Bwito (proche de MASISI), des affrontements sanglants ont opposés les Hutu et Tutsi en particulier.

En janvier 1993, c'est la collectivité de BASHALI qui a connu les incidents similaires. Une centaine de maisons furent brûlées. Cette fois les Nande sont aussi concernés à côté des Hunde contre des propriétaires fonciers membres des communautés Hutu et Tutsi.

Pour une majorité d'intellectuels de cette zone, les immigrés ont usurpé les droits politiques et surtout économiques durant 27 ans, et ils ne sont pas prêts de l'oublier. Les immigrés disent que c'est aux réfugiés politiques et à ceux qu'on appelle des « clandestins » que ces droits ont profité. Le pouvoir ayant été très fort dans la recherche des « cadres illégitimes ».

7. Enfin il faut souligner que des incidents aussi graves remontent à 1964/65. Connus sous le nom de KANYARWANDA, il s'agissait curieusement encore d'une tentative des Banyarwanda de conquérir le pouvoir par une révolte organisée contre l'autorité locale en Zone de Masisi. Révolte qui se termina dans le sang.

Depuis, l'opinion à Goma et au Zaïre sait qu'il existe des caches d'armes à MASISI prêtes à servir pour la conquête finale de ce territoire.

8. LE CAS DE WALIKALE

Hormis une petite portion de terre à l'Est de cette vaste zone plus grande que le Rwanda où furent installés des réfugiés Tutsi en 1960 et la concession de 20.000 ha accordée par M. MOBUTU à M: HABYARIMANA du Rwanda, cette zone n'a pas connu l'immigration des communautés Hutu et Tutsi contrairement à Masisi.

Cependant depuis quelques années, une percée aurait été organisée méthodiquement à partir du Nord-Ouest de Masisi.

La crise économique qui touche les paysans de Walikale les amène à vendre leurs terres au Banyarwanda.

On parle de 2000 familles à Ntoto village d'où sont partis les derniers incidents. Cette vaste zone forestière a toujours été convoitée par les éleveurs qui par ailleurs utilisent les petits agriculteurs pour déforester avant de s'installer à leur tour en les poussant toujours plus loin dans la zone forestière.

9. ENJEUX ELECTORAUX

En 1990, lorsque débute la fameuse démocratisation du régime MOBUTU, les leaders NYANGA-HUNDE choisissent le MPR tandis que les Hutu et Tutsi entrent dans les partis de l'opposition ou en créent comme le CERECA qui sera banni pour cause de nationalité par la Conférence Nationale Souveraine.

Ainsi dans les gouvernements de transition qui se succèdent depuis le 24 avril 1990 à 1992, les Hutu seront représentés, ce qui leur donne les possibilités de préparer « le terrain » aux échéances électorales.

Créé en 1990, l'association culturelle à tendance militaro-politique « MAGRIVI » (mutuelle agricole des Virunga) dont le Président national réside à Kinshasa, va devenir un outil important de campagne électorale. Il s'implante partout dans le Masisi alors que jusque-là considéré comme réunissant les Hutu de la zone de Rutshuru dont la nationalité fait moins problème (les représentants de MAGRIVI ont participé à la Conférence Nationale Souveraine et, parmi eux, M. BANZIRA «2è vice-Président de la Société Civile du Nord-Kivu).

Plusieurs incidents seront par la suite signalés à Masisi.

* le 2 juillet 1991, la route reliant Goma à Mweso est coupé au niveau du pont Kibati par des inconnus.

* Avril 1991 : la maison du chef de groupement KALINDA à Kibabi est brûlée.

- * septembre 1991, le chef de localité de Bukumbwire est attaqué par des Hutu armés qui pillent son habitation. Il n'aura la vie sauve qu'en payant une rançon de 500.000 Zaïre.
- * des tracts invitant les Hutu et Tutsi de Masisi à la désobéissance civile circulent.
- * un convoi de munitions est saisi à Sake en janvier 1993 par la population Hunde.
- * le 22 mars 1992, alors qu'il exécutait une mission de service, le 1er sergent HANGI MUTOLOKA est assassiné dans le village de Bukingi, groupement BAFUNA, collectivité de OSSO, le corps sera mutilé, yeux troués et le sexe arraché.

DÉSObÉISSANCE CIVILE CONTRE L'AUTORITÉ COUTUMIÈRE

10. Tout est parti de la désobéissance civile par le MAGRIVI depuis 1990 quand les Hutu ont commencé à refuser systématiquement de se soumettre à tout ordre de la hiérarchie administrative et coutumière établie au Nord-Kivu. Il n'était plus question de payer des impôts. Il fallait barrer le passage à tout agent de l'Etat en tournée, refuser de se faire juger par les agents de l'Etat et de se présenter au recensement de la population. Enfin des autochtones co-pensionnaires des collines furent expulsés en préparation de l'accueil des nouveaux immigrés parait-il. SHEERENE du clan BANYAKALIO, SHARO SHEBAKUNGU du groupement Walowa-Uroba, TANGANYIKA notable de Kilungu furent notamment victimes de cette mesure d'expulsion.

Pour matérialiser la désobéissance et le mépris, une lettre serait adressée au Commissaire de Zone de Walikale pour l'informer officiellement de leur refus d'être administrés par l'autorité coutumière et administrative actuelle ni de collaborer avec elle. Une administration parallèle était mise en place. Son responsable, un certain MUCHANGA (un Hutu), devait assumer la fonction de Chef de Groupement et Monsieur Célestin celle de Chef de Collectivité.

L'éclatement était inévitable.

Comme cela commence à NTOTO, le 20 Mars 1993.

En effet, tout serait parti d'une lettre signée par le Professeur NTIRUMENYERA, l'un des leaders MAGRIVI (mutualité des Hutu) par laquelle le leader demandait aux sujets Hutu de ne plus accepter de se faire diriger par les Hunde et Nyanga.

Le porteur de la lettre fut appréhendé et arrêté par le Chef de Poste Administratif qui fut obligé de le libérer quelques instants après en raison de la menace d'un grand groupe armé Hutu prêt à verser du sang au cas où le Chef de poste résisterait.

Le Chef de poste, après la libération forcée de ce sujet Hutu et l'avis de déloger tous les Nyanga dans une semaine, avis donné par le même groupe Hutu, fera rapport au Commissaire de Zone de tout ce qui se passe et du danger visiblement prévisible pour les Bahunde et Banyanga. Pour les Bahutu, il fallait, parait-il, récupérer tout un territoire qui a jadis appartenu à l'ancien Rwanda et qui actuellement est sous gestion Zaïroise.

Le Commissaire de Zone Assistant Résident est envoyé sur le lieu. Devant la tension, il fait rapport à sa hiérarchie et demande une assistance militaire mais la suite ne vient pas. C'est pourquoi il fait appel à la population civile pour assurer sa propre sécurité. Avant le lundi prévu par les Hutu, les Nyanga attaquent les Hutu. Les ponts reliant les villages sont coupés. Beaucoup de morts, blessés, sans abris sont enregistrés dans les deux camps. Mais pour le Commissaire de Zone de Walikale plus de morts sont enregistrés du côté Hutu (il mentionne plus de 100 morts).

Les événements se prolongent sur Masisi où des maisons des Hunde venaient d'être incendiées par des Hutu et où la désobéissance civile était systématique.

Un cas de force exercée sur le Chef de groupement de NYAMABOKO obligé par un groupe Hutu bien armé de libérer un hutu arrêté est relevé.

QUELQUES VILLAGES TOUCHÉS

***MAHANGA**

Des menaces envers les autorités légalement établies par le groupe de MAGRIVI. Ceci poussera les Hunde à fuir pour aller se réfugier à Masisi centre, et d'autres à Kashebere en zone de Walikale. Le Commissaire de Zone résident à Mahanga, Monsieur MIHIO LUENDO DEMBA prendra le large à Goma pour aller négocier l'envoi des militaires pour qu'ils viennent rétablir l'ordre et la paix.

*** VILLAGES BURORA, BUABO, SHOA ET CHAMARAMBO**

Ils recevront des ultimatums de la part des Banyarwanda que leurs villages seraient brûlés et tout Muhunde effacé à leur passage. Ainsi dit, ainsi fait. Certaines maisons dans l'un des villages ci-haut cités seront incendiées et il y eut des blessés et des morts. L'identification et le nombre des morts et des blessés est une affaire à suivre.

*** VILLAGE KYACHINGE À 40 KM DE MASISI**

Village habité en grande majorité par les Banyarwanda. Un groupe de Bahunde s'organisera aussi pour pourchasser et incendier aussi les maisons dans ce lieu.

Cette population prendra le large vers Masisi centre pour y trouver refuge. Il y eut des morts et des blessés dont l'identification est une affaire à suivre.

LES CONSÉQUENCES : DES MILLIERS DE DEPLACES

Les déplacés de ces événements sanglants, plus de 15.000 trouvent deux lieux où ils peuvent s'abriter :

- A Masisi centre
- Vers Kashebere jusqu'à Kibati en zone de Walikale.

a) Masisi centre :

Jusqu'au 10 avril 1993, le service de statistiques a enregistré plus de 6000 personnes sans abri qui se sont réfugiés à Masisi centre. Trouver à manger et à boire ainsi que où loger pose un sérieux problème.

b) Kashebere jusqu'à Kibati

Ces villages situés à l'entrée de la zone de Walikale ne cessent de recevoir les déplacés de guerre. Le chiffre estimatif peut aller à 100 personnes qui traversent par jour, hommes, femmes et enfants confondus. A l'heure où nous parlons le chiffre peut s'élever à plus de 2500 personnes sans abri dans cette partie de la zone de Walikale.

Cependant il est difficile d'estimer le nombre de victimes étant donné que la communauté Hutu dans le cadre de la désobéissance, avait refusé de se faire recenser.

On ne peut pas résumer enfin toutes les causes en une seule comme le prétendraient certaines gens, à savoir le malentendu autour de la nationalité. Cela ne réunissait pas l'unanimité étant donné que le problème de nationalité est assez vieux et les communautés ont toujours cohabité. La raison actuelle des hostilités est évidemment donnée par les incitations de la mutuelle MAGRIVI à la violence et à la rébellion.

c) Katoyi, Luke et Kibabi

Ici, il s'agit essentiellement des Banyarwanda dont nous ignorons à ce moment le nombre exact. On peut estimer à plus de 20.000 personnes déplacées.

11. NOTRE CONCLUSION

Notre conclusion est que toute la problématique peut se résumer en 5 points :

1. La situation actuelle était prévisible du moment où la question de la nationalité n'a pas encore trouvé de réponse définitive, durable et réaliste.
2. Les tracasseries administratives des autorités coutumières pouvaient bien créer les conditions favorables à une désobéissance civile dans un contexte de libéralisation de la vie politique et associative.
3. Pour les Hunde et Nyanga, c'est une question de survie politique et économique en tant que minorités ethniques au niveau régional.
4. Les échéances électorales sont une occasion de manipulation de la base par des leaders politiques en quête du pouvoir. Le Magrivi comme les autres mutuelles constitue un média pour faire passer leur idéologie à caractère ethnique.
5. Les ONG ont un rôle important à jouer dans cette problématique. Le conseil régional des ONG (CRONGD) a déjà une petite expérience des situations de violence. Et il dispose d'une capacité de mobilisation appréciable.
Pourvu que les responsables des ONG se surpassent chaque jour davantage pour surmonter les pressions qu'ils subissent de la part de leurs communautés ethniques respectives pour plus de rationalité favorisant la cohabitation pacifique.

La paix dans cette belle région de l'Afrique est à ce prix.

G.E.A.D.